

Quoi de neuf dans la stratégie de sécurité nationale de la Russie en 2009 ?

mercredi 29 juillet 2009, par [Rokas GRAJAUSKAS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Rokas GRAJAUSKAS](#), **Quoi de neuf dans la stratégie de sécurité nationale de la Russie en 2009 ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 29 juillet 2009.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de la Russie. La nouvelle stratégie russe est réduite à la portion congrue et semble plutôt vide en matière de contenu politique. On peut néanmoins observer une tendance certaine à la confrontation entre la Russie et l'Ouest. Le principe du jeu à somme nulle (zero-sum thinking) continue à être la règle.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le site diploweb.com est heureux de présenter la traduction en français d'un article de Rokas Grajauskas publié en anglais sous le titre « What is new in Russia's 2009 national security strategy ? » par le Centre for Eastern Geopolitical Studies (Lituanie, Vilnius) dans *Eastern Pulse* 6 (21), le 25 juin 2009.

DE LA courte guerre contre la Géorgie à la fin août 2008 a découlé un vrai travail sur la nouvelle stratégie de sécurité nationale qui a été adoptée le 12 mai 2009. Les derniers événements dans le Sud du Caucase ont poussé le gouvernement russe à reconsidérer certaines de ses priorités en matière de stratégie et de sécurité. Les retombées de la crise financière/économique ont cependant compliqué le contexte de la sécurité nationale pour nombre de pays et c'est notamment le cas pour la Russie. Etant donné qu'il est encore difficile de prévoir toutes les répercussions de la crise, il semble que ce ne soit pas le moment le plus adéquat pour publier un texte qui cadre les priorités de la stratégie de sécurité et de sécurité nationale jusqu'en 2020.

Le document qui a été largement rédigé par le Secrétaire du Conseil de Sécurité Nikolai Patrushev semble avoir été préparé à la hâte et fourni seulement des conseils stratégiques superficiels. Il n'est pas fondamentalement différent de celui sorti en 1997 et mis à jour pour la dernière fois en 2000. Pour ce qui est de la politique de sécurité extérieure c'est aussi à peu de chose près une redite du Rapport de Politique Extérieure adopté en juillet 2008 qui était surtout diplomatique et seulement une ébauche des priorités et principes principaux pour mener la politique étrangère russe. D'un autre côté un regard plus appuyé sur cette stratégie révèle certains des préoccupations principales des dirigeants russes. Le rapport contient aussi quelques orientations relativement nouvelles.

Les principales orientations de la nouvelle stratégie.

La stratégie est innovante à au moins un titre important : il met l'accent sur la **dimension interne (nationale) de la sécurité**, c'est-à-dire sur le principe de « sécurité par le développement » [1]. La stratégie établie que « les objectifs de stratégies de sécurité nationale à moyen terme doivent améliorer la qualité de vie des citoyens russes, réduire les inégalités sociales et économiques et améliorer fondamentalement la situation démographique pour le long terme [2]. Il est aussi mentionné que la que les intérêts nationaux russes à long terme résident « dans le développement de la démocratie et de la société civile ». Cette entorse à la conception étriquée de la sécurité nationale comme un concept purement militaire ou géopolitique peut être perçue comme l'orientation la plus positive. La Russie a traditionnellement misé sur un lexique du « hard power » lorsqu'elle construit ses doctrines et stratégies, et en conséquence l'accent était toujours mis sur la nécessité d'un complexe militaro-industriel plutôt qu'une société civile [3].

D'un autre côté la stratégie contient un certain nombre de données à propos des menaces et

défis de la sécurité extérieure.

Premièrement, en dépit du fait que l'adoption de la stratégie a été reportée du fait de la rencontre entre Barack Obama et de Dimitri Medvedev début avril, la version finale contient de violentes déclarations anti-américaines. En termes de menaces extérieures, le document fait les plus dures références envers les pays de l'ouest (essentiellement les Etats-Unis). La Russie est surtout inquiétée par **les dangers relatifs à l'unipolarité et à l'unilatéralisme américain**. La stratégie pose que « la réapparition d'une force unilatérale dans les relations internationales aura un impact négatif dans la réalisation des intérêts nationaux russes ». Il est aussi affirmé une détermination claire pour établir un système international multipolaire et que l'objectif fondamental à long terme est de faire de la Russie « une puissance mondiale qui cherche à maintenir une stabilité stratégique et une coopération mutuelle bénéfique dans un monde multipolaire ».

La stratégie traduit le malaise russe lié au fossé grandissant entre sa puissance militaire et celle des Etats Unis. Il est clairement établi qu'en terme de sécurité la stratégie principale est « la politique de certains pays visant à une suprématie militaire, particulièrement en terme de stratégie nucléaire ». On peut en particulier s'inquiéter du « développement d'infrastructures militaires très performantes de haute précision », tout comme de « la mise en place d'un système de bouclier anti-missile mondial et de la militarisation de l'espace qui pourrait mener à une nouvelle course à l'armement ». La stratégie pose explicitement que « la capacité à maintenir la stabilité mondiale et régionale a été gravement hypothéquée par certains éléments du système de défense mondial contre les missiles des Etats Unis ». Il affirme cependant que la Russie « poursuivra une politique étrangère rationnelle et pragmatique » et s'engagera à éviter une « confrontation couteuse, en particulier une nouvelle course aux armements ».

Le Kremlin identifie clairement **la viabilité de l'OTAN et de son potentiel d'élargissement comme une menace pour la sécurité nationale**. La stratégie énonce clairement que la Russie trouve « inacceptable l'empiétement des infrastructures militaires de l'Alliance sur ses frontières », tout comme les tentatives de l'OTAN « d'endosser des responsabilités mondiales qui sont en contradiction avec le droit international ». La stratégie attire notre attention sur « le caractère insoutenable de l'architecture actuelle du système de sécurité régional et mondial organisé autour de l'OTAN ».

Deuxièmement, la stratégie établie clairement que « **la priorité de la politique étrangère russe est au développement d'une coopération bilatérale et multilatérale avec les Etats de la CEI** (Communauté des Etats Indépendants) ». Elle indique que Moscou promouvra une intégration régionale et subrégionale dans la zone, essentiellement à travers des organisations comme la CEI, l'Organisation du traité de sécurité collective (OSTC) et la Communauté Economique Eurasiatique (CEEAE). Il est intéressant que la stratégie établisse l'OSTC comme « le principal instrument interétatique pour combattre les menaces régionales et relever les défis de politico-militaires et de nature stratégique ».

Cette mise en valeur de l'OSTC pourrait indiquer un changement dans la perception de l'élite russe quant à la manière dont l'intégration post-soviétique doit être menée. Le processus d'intégration mené par la CEI n'avait jamais pu aller aussi loin car l'organisation n'avait pas grand-chose à offrir à ses membres, si ce n'est à la Russie. Le manque d'attractivité du marché

russe a aussi compliqué les efforts d'intégration par le biais de la CEEA. **C'est pourquoi le Kremlin préfère tenter une approche qui encourage l'intégration de la région par un système de sécurité puissant.**

La stratégie de sécurité trahit aussi une inquiétude liée à l'influence grandissante des forces extérieures dans la zone CEI. Elle insiste sur la concurrence croissante relative aux ressources énergétiques et exprime le souci de voir violer « l'équilibre actuel des forces stationnées près des frontières de la fédération de Russie ». Le document annonce que la Russie prévoit de moderniser ses troupes aux frontières pour être préparé à un possible conflit militaire et prévenir le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, la contrebande et le braconnage. Les frontières avec le Kazakhstan, l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, tout comme les régions arctiques, de la mer Caspienne et d'Extrême orient nécessitent une attention toute particulière. [4]

Troisièmement, la Russie veut souligner **l'importance d'une politique étrangère et de sécurité multi-vectorielle.** La nouvelle stratégie établie que « la transition d'un bloc de confrontation au principe de diplomatie multi-vectorielle, les ressources énergétiques potentielles de la Russie l'utilisation pragmatique (de ce potentiel) ont accru les possibilités pour la Russie de renforcer son influence sur la scène internationale ». La Russie va s'engager pour « renforcer les capacités politiques de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) » et va prendre des mesures pour « renforcer la confiance mutuelle et les partenariats en Asie centrale ».

Il faut noter que l'accent mis sur la stratégie multi-vectorielle et l'OCS n'a rien de surprenant. La coopération stratégique avec la Chine est essentielle pour la stratégie multi-vectorielle de la Russie. C'est pourquoi la stratégie de sécurité nationale russe souligne l'importance du renforcement de la coopération au sein de l'OCS et encourage l'organisation à assumer plus de fonctions en matière de politique et de sécurité. D'un autre côté, un tel rapprochement avec la Chine pourrait être interprété comme un nouveau mouvement diplomatique vers l'Ouest. Les partenariats entre la Chine et la Russie ne vont pas sans problèmes et les échanges entre la Chine et les cercles politiques russes se développent. L'écart grandissant de puissance entre les deux Etats, la compétition pour les ressources énergétiques d'Asie centrale, et l'influence de plus en plus fort de la Chine dans l'Extrême orient russe pourraient accroître les tensions politiques à moyen et long termes. Une alliance stratégique entre ces deux pays est aussi improbable, particulièrement si on considère l'immense interdépendance entre la Chine et les pays occidentaux.

Quatrièmement, la stratégie fait référence à **[une importance croissante de l'énergie dans les affaires internationales.](#)** **[Le rapport soutient que la compétition pour les ressources énergétiques augmentera la probabilité de conflit et établis que « l'attentions des décideurs internationaux à long terme se focalisera sur la possession des ressources énergétiques ».](#)** La Russie se concentrera particulièrement sur de riches régions comme le Moyen-Orient, l'Arctique, la Mer Caspienne et l'Asie centrale.

Cinquièmement, le fait que **[la région arctique soit mentionnée comme une région d'affrontement possible pour les ressources naturelles et un point particulièrement important.](#)** C'est la première fois que la Russie fait explicitement référence à ses ambitions sur l'Arctique dans un de ses documents officiels de doctrine de sécurité. L'importance de la région Arctique

et la nécessité de la défendre pour les intérêts russes sont évoquées plusieurs fois dans la stratégie.

La Russie a accentué ses efforts pour renforcer sa position dans la région depuis quelques années maintenant. En mars 2009, le Conseil de Sécurité russe a posté sur son site web un document sous le titre : « Les clés de la politique de l'Etat russe dans l'Arctique jusqu'en 2020 et au-delà ». Le document expose brièvement la stratégie russe dans la région et affirme que le développement des réserves d'énergie avant 2020 est un objectif national vital [5]. Il envisage aussi le déploiement de militaires et de gardes aux frontières et sur les côtes dans l'Arctique « pour garantir la sécurité militaire russe dans certaines circonstances politiques et militaires » [6]. Moscou est entrain d'organiser une structure spéciale militarisée - le groupe armé de l'Arctique - pour défendre ses intérêts dans la région. [7] Selon le Conseil de Sécurité, « cela ne signifie pas que nous sommes en train de militariser l'Arctique. Nous sommes concentrés sur la création d'un système efficace de sécurité côtière, le développement d'équipements pour les frontières arctiques et la mise en place d'une force militaire suffisante ». Il a été signalé que la nouvelle structure serait placée sous la juridiction du service fédéral de sécurité (FSB) [8].

Jusqu'ici, la Russie a entrepris deux expéditions arctiques - jusqu'à la dorsale Mendeleïev en 2005 et la dorsale Lomonosov durant l'été 2007 - pour affirmer ses revendications territoriales. La Russie argue que la crête Lomonosov est dans le prolongement de son territoire, ce qui justifie qu'elle soit propriétaire de 1.2 millions de kilomètres de l'Arctique [9]. Moscou s'est engagé à soumettre les preuves justifiant les frontières extérieures du territoire continental russe aux Nations unies d'ici 2010. Cependant d'autres pays comme le Canada et le Danemark contestent ces revendications russes et sont en train de réunir des preuves pour étayer leurs propres revendications sur la dorsale Lomonosov. D'après la Convention des Nations Unies sur le droit maritime, les organes des Nations unies doivent évaluer les différentes réclamations avant toute décision définitive. Pourtant, la Russie semble se préparer à durcir sa position dans la région pour être capable de résoudre le problème par la force. Cela pourrait avoir de sérieuses et négatives conséquences et provoquer une course aux armements dans la région.

Les ressources énergétiques estimées de l'Arctique : [10]

Pétrole : 90 milliards de barils inexploités et qui seraient techniquement exploitables (13% des réserves mondiales inexploitées)

Gaz : 47 trillions de mètres cubes de gaz naturel exploitables (30% du gaz naturel inexploité dans le monde)

Sixièmement, la stratégie reflète **l'évolution du rôle de l'armée dans la conception russe de la sécurité nationale**. Selon la stratégie, la Russie projette de « transformer la structures de forces armées pour garder ses capacités en matière de force stratégique nucléaire, pour améliorer la structure organisationnelle des forces terrestres, tout en en augmentant le nombre de troupes en alerte permanente ». Ceci s'inscrit en fait dans la continuité du plan de réforme militaire en cours depuis le milieu de 2008. Suite à la guerre de Géorgie, les cadres responsables de la défense russe ont annoncé qu'ils se chargeraient d'engager le plus ambitieux et systémique programme de modernisation depuis l'effondrement de l'Union soviétique avec pour objectif d'établir un système militaire plus efficace et prêt à combattre

d'ici 2020 [11].

Ces développements posent en fait les fondements de la nouvelle doctrine militaire de la Fédération de Russie qui se prépareront cet automne (2009). Cette nouvelle doctrine est destinée à maintenir les forces nucléaires à un niveau d'alerte élevé tout en poursuivant sa réforme militaire. La réforme envisage la réduction du nombre des troupes russes et doit faire des forces armées russes une entité moins chère et plus efficace tout en se concentrant sur la résorption des conflits à l'échelle régionale.

*

En somme la nouvelle stratégie de sécurité est relativement creuse dans le sens où elle ne fournit que quelques idées sur la sécurité et la stratégie de leadership de la Russie en matière de réflexion politico-militaire. Le ton de la stratégie est surtout diplomatique et relativement peu agressive par rapport à certaines rhétoriques de ces dernières années. La stratégie porte l'accent sur des orientations internes de sécurité et évite certains des aspects les plus controversés de la récente politique étrangère et de sécurité russe. Par exemple, il n'y a pas de mention explicite des « intérêts privilégiés » de l'espace postsoviétique.

D'un autre côté la stratégie exprime clairement l'existence d'une confrontation entre la Russie et l'Ouest et définit la zone CEI comme la zone principale pour les intérêts russes, établissant clairement que Moscou pourrait utiliser la force pour défendre ses intérêts dans la région. La stratégie affirme aussi la nécessité de créer un monde multipolaire et de détrôner les USA comme l'unique « superpower ». Le dernier objectif sera servi au mieux par un engagement pour une politique étrangère et de sécurité multi-vectorielle et un renforcement des partenariats avec les puissances de l'Extrême orient et surtout avec la Chine. La stratégie déclare aussi que la Russie est prête à s'engager dans un combat pour l'Arctique. C'est particulièrement troublant car ce pourrait être la marque de l'amorce d'une campagne féroce pour le contrôle des ressources minérales de l'Arctique ou pour l'ouverture d'un passage au nord-ouest. L'UE et d'autres acteurs internationaux concernés devraient concevoir des politiques cohérentes en ce qui concerne la région et la possible confrontation à propos de ses limites. En fin de compte, seule une solution basée sur des fondements de droit peut déterminer le statut futur de la région arctique et empêcher l'usage de la force dans la ruée vers les ressources énergétiques de cette région.

Copyright juin 2009-Grajauskas/CEGS. Disponible en version originale sur le site www.cegs.lt
See

NDLR : La rédaction remercie Tanguy Verluise pour sa traduction de l'anglais vers le français et Colette Millet pour sa relecture.

About the Centre for Eastern Geopolitical Studies (CEGS)

THE CENTRAL objective of the Centre for Eastern Geopolitical Studies is to become one of the

leading think-tanks in Lithuania with emphasis on the post-Soviet space and Russia in particular. CEGS intends to contribute to the tradition of think-tanks in Lithuania through a dynamic synthesis of academic and intellectual potential.

One of the main objectives of CEGS is to deny the commonly spread perception that the CIS region and Russia are beyond rational understanding and generally unpredictable because of the nature of the socio-political processes in the region.

CEGS aims at strengthening the analytical potential and knowledge of the political, economic and social change in the CIS area. Lithuania is situated in a dynamic geopolitical environment ; therefore the need to analyze, understand and evaluate the threats and possibilities coming from the East is highly needed. So is the need to evaluate their impact on national interests of Lithuania and to create a long-term model of foreign policy toward the East.

Le site du the Centre for Eastern Geopolitical Studies [Voir](#)

P.-S.

Analyste au Centre for Eastern Geopolitical Studies (Lituanie, Vilnius)

Notes

[1] Pour la Stratégie de Sécurité Nationale de la Fédération de Russie jusqu'en 2020 - 13 mai 2009 (en russe) <http://www.scrf.gov.ru/news/437.html>

[2] La Stratégie de Sécurité Nationale de la fédération de Russie jusqu'en 2020 ; adoptée le 12 mai 2009 (en russe). <http://www.scrf.gov.ru/documents/99.html>

[3] Fyodor Lukyanov, Une Stratégie de Sécurité Positive mais Déroutante, la Russie dans les affaires mondiales (en anglais). 20 mai 2009. <http://eng.globalaffairs.ru/engsmi/1271.html>

[4] La nouvelle stratégie russe de sécurité : plus précise et plus dure (en anglais), RussiaToday, 13 mai 2009 - http://www.russiatoday.com/Politics/2009-05-13/Russia_s_new_security_strategy__sleeker_and_stronger.html

[5] La Russie mets en garde contre une guerre d'ici une décennie liée aux richesses en gaz et en pétrole de l'Arctique (en anglais). 14 mai 2009. <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/environment/article6283130.ece>

[6] La Russie s'oppose à une présence militaire renforcée en Arctique (en anglais), RIA Novosti, 29 avril 2009. <http://en.rian.ru/world/20090429/121374139.html>

[7] La Russie est décidée à renforcer sa puissance dans un monde dangereux (en anglais), UPI.com, 5 juin 2009. http://www.upi.com/Security_Industry/2009/06/05/Russia-determined-to-boost-its-power-in-a-dangerous-world/UPI-30381244215662/

[8] Ibid.

[9] La Russie met en garde contre une guerre d'ici une décennie liée aux richesses en gaz et en pétrole de l'Arctique

[10] Rapport de l'enquête géologique américaine (USGS), (en anglais)
<http://www.usgs.gov/newsroom/article.asp?ID=1980>

[11] Roger McDermott, Les ambitieux plan de réforme militaire de Medvedev, Eurasia Daily Monitor, 4 Novembre 2009, The Jamestown Foundation (en anglais)
[http://www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews\[tt_news\]=34079&tx_ttnews\[backPid\]=166&no_cache=1](http://www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews[tt_news]=34079&tx_ttnews[backPid]=166&no_cache=1)